LE PARCOURS DU CANADA : D'UN PARTENARIAT PROTECTEUR SUR LA « ROUTE AMÉRICAINE » À L'ÈRE DE LA PEUR, DU MÉPRIS ET DU CHAOS SOUS DONALD TRUMP

JOHN ENGLISH

John English est un auteur et historien canadien de renom. Il est professeur émérite à l'Université de Waterloo et directeur fondateur du Bill Graham Centre for Contemporary International History à l'Université de Toronto. Il a également été directeur exécutif du Centre for International Governance Innovation, un groupe de réflexion consacré à l'étude des affaires internationales. Ancien député libéral de Kitchener, Ontario, de 1993 à 1997, il est l'auteur de nombreuses biographies de premiers ministres canadiens, dont Arthur Meighen, Robert Borden, Lester B. Pearson et Pierre Trudeau, entre autres ouvrages.

Les empires en déclin vieillissent mal. Ils livrent des guerres qu'ils ne gagnent pas. Leurs dirigeants fantasques promettent de redonner à leur empire sa grandeur d'antan — en vain. Quant à leurs voisins, ils en subissent les conséquences.

Alors que les États-Unis connurent une ascension fulgurante vers la prospérité économique et la suprématie mondiale, le Canada fut l'un de leurs principaux bénéficiaires. Ancienne colonie britannique au temps de l'apogée impériale et économique du Royaume-Uni au XIX^{e} siècle, le Canada se tourna vers le Sud au XX^{e} siècle. Bien que l'automobile ait vu le jour en Europe, c'est à Detroit que furent fabriquées les premières carrosses. De l'autre côté de la rivière Détroit, à Walkerville — aujourd'hui un quartier historique de Windsor, en Ontario — Gordon McGregor comprit qu'il pouvait conclure un accord avec Henry Ford et produire ses voitures pour le marché canadien. Les droits de douane de 35 % imposés par le Canada ne permettaient pas en effet à Ford d'expédier les voitures fabriquées à Détroit de l'autre côté de la rivière. Une branche de l'industrie automobile est née. En 1923, le Canada devenait le deuxième plus grand producteur d'automobiles au monde.

Alors que s'affirmait le « siècle américain », le Canada se lia de plus en plus à son voisin. Il conserva certaines particularités linguistiques britanniques, soutint un organisme public de radiodiffusion et subventionna des contenus canadiens, mais son économie, sa population et sa politique reflétèrent de plus en plus son intégration à la culture populaire

et au marché américain. Mary Pickford, née sur University Avenue à Toronto, devint « l'enfant chérie de l'Amérique » et la première millionnaire d'Hollywood. D'autres figures emblématiques canadiennes — Neil Young, Joni Mitchell, Céline Dion — conservèrent fièrement leur citoyenneté canadienne, mais élurent domicile aux États-Unis. Il en alla de même pour les plus grandes légendes du hockey canadien, Bobby Orr et Wayne Gretzky. Tous deux finirent par soutenir Donald Trump avec enthousiasme. Gretzky — un fidèle de Mar-a-Lago — obtint même la nomination de Trump pour devenir le premier gouverneur du Canada, dans l'éventualité où celui-ci deviendrait le 51e État des États-Unis.

De temps à autre, les États-Unis réagissaient sur un ton hargneux, à l'instar du rappeur américain Kendrick Lamar à l'égard de son rival canadien Drake, affirmant que le Canada et les Canadiens n'étaient « pas comme nous ». Bien plus tôt, lors de la première année de la Grande Dépression en 1930, le Congrès américain promulgua le tarif Smoot-Hawley, qui a effectivement fermé le marché américain au Canada, son plus grand partenaire commercial. Henry Ford dénonça ce tarif comme étant « une absurdité économique », mais les forces populistes et nationalistes l'emportèrent.

Malgré leur proximité et leurs similitudes, les dirigeants canadiens et américains interagirent rarement avant la Seconde Guerre mondiale. Franklin Roosevelt mit fin à l'hésitation américaine et à la réserve canadienne. Le Premier ministre William Lyon Mackenzie King, diplômé de Harvard comme Roosevelt et ami très proche de John D. Rockefeller Jr., fit ressortir le meilleur de l'aristocrate américain, qui détestait Hitler et appréciait la démocratie. Le Congrès avait adopté des lois de neutralité entre 1935 et 1937, mais Roosevelt en ignora l'existence en 1938 lors d'un discours à l'Université Queen's, sur le sol canadien. Il assura aux Canadiens : « Le Dominion du Canada fait partie de la fraternité de l'Empire britannique. Je vous donne l'assurance que le peuple des États-Unis ne restera pas indifférent si l'intégrité du territoire canadien est menacée par un autre Empire.[1] » Pour les Canadiens, c'était le meilleur des deux mondes.

Roosevelt honora sa parole. Le 17 août 1940, peu après la chute de la France, lui et le premier ministre King signèrent un accord de défense conjoint à Ogdensburg, dans l'État de New York. Si la Grande-Bretagne venait à tomber, le Canada se retrouverait en première ligne — et les États-Unis seraient à ses côtés. À cette époque, comme l'écrivit l'historien Robert Bothwell, « King évoluait aisément dans l'ombre de Roosevelt[2] ». Aux yeux de Roosevelt, King était « des nôtres ». Le Canada tira d'énormes avantages de cette relation privilégiée. La déclaration conjointe faite par les deux hommes, le 20 avril 1941, à la résidence de Roosevelt à Hyde Park, eut pour effet de fusionner les économies canadienne et américaine à des fins de guerre — ce qui, dans les faits, signifiait couvrir presque tous les domaines — jusqu'en 1945.

Portée par cette expansion en temps de guerre, le produit intérieur brut du Canada a plus que doublé

1 Franklin D. Roosevelt, « Address at Queen's University, Kingston, Ontario, Canada, August 18, 1938. » The American Presidency Project à www.presidency.ucsb.edu/documents/address-queens-university-kingston-ontario-canada.

2 Robert Bothwell, *Alliance and Illusion: Canada and the World, 1945–1984* (Vancouver: University of British Columbia Press, 2007), 13.

entre 1939 et 1945. Grâce à l'intégration économique continentale, les Canadiens purent bénéficier de l'assurance-chômage, des allocations familiales et de prêts hypothécaires étatiques. Quant aux soldats revenus du front, ils reçurent des prestations exceptionnellement généreuses.[3]

Les Canadiens remarquèrent que le rapprochement avec les États-Unis coïncidait avec la transformation du Canada, passé de la pauvreté de la dépression, à une prospérité de classe moyenne. Peu à peu, les doutes traditionnels des Canadiens à l'égard d'un lien trop étroit avec leur voisin s'estompèrent. Il y eut toutefois des sursauts de nationalisme, notamment en 1956, face à l'intérêt financier américain dans un projet d'oléoduc, puis à la fin des années 1960, lorsque la guerre du Viêt Nam poussa de nombreux Canadiens à reprendre à leur compte les critiques virulentes formulées aux États-Unis contre ce conflit. Les politiques énergétique et étrangère des gouvernements de Pierre Trudeau suscitèrent également de vives réactions chez les républicains américains. Puis arriva Brian Mulroney, en 1984, promettant de rouvrir le Canada aux affaires. Il accueillit chaleureusement le président Ronald Reagan lors d'une visite sur le sol canadien et remporta avec succès les élections de 1988 sur la question du libre-échange avec les États-Unis. Les liens entre le Canada et les États-Unis se renforcèrent et Mulroney prononça des éloges vibrants lors des funérailles des deux Présidents américains avec lesquels il avait entretenu une relation étroite : Ronald Reagan et George H. W. Bush.

À l'époque, tant les partisans que les détracteurs de la nouvelle entente commerciale avec les États-Unis reconnaissaient la portée historique de ce moment. À l'exception de King, les premiers ministres canadiens avaient jusque-là évité toute étreinte chaleureuse avec Washington. King, cependant, à la différence de Mulroney, avait toujours tenu à maintenir, tant publiquement qu'en privé, une certaine distance vis-à-vis des États-Unis. En 1948, il rejeta la proposition d'un pacte de libre-échange. À la dernière minute, juste avant l'annonce de l'accord, King se ravisa et déclara au haut fonctionnaire — et futur premier ministre — Lester Pearson, qui insistait pour conclure l'entente, qu'« il ne cesserait jamais d'être un libéral ni un sujet britannique et que, s'il jugeait que le Canada risquait d'être livré à la merci de puissants intérêts financiers américains, et que cela provenait de son propre parti, il quitterait celui-ci et s'y opposerait ouvertement[4] ». L'accord fut finalement abandonné.

L'histoire fournit un contexte, mais chaque moment est unique. La seconde administration de Donald Trump est sans précédent pour les Canadiens. Bien que Theodore Roosevelt et le président William Howard Taft aient exprimé en privé l'espoir de voir le Canada se joindre aux États-Unis en 1911, aucun président américain n'a jamais déclaré publiquement que le Canada n'était pas un véritable pays et devrait devenir le 51e État. Selon Trump, le Canada n'aurait jamais dû exister. Il semble manifestement convaincu que les Canadiens sont « comme nous » et qu'ils seraient prêts à accueillir les énormes avantages que leur conférerait le fait de

3 Statistique Canada, Produit intérieur brut, en termes de revenus, 1029–1960 à www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3610027601&cubeTimeFrame.startYear=1939&cubeTimeFrame.endYear=1945&referencePeriods=19390101%2C19450101&request_locale=fr.

4 J.W. Pickersgill et Donald Forster, eds., *The Mackenzie King Record, 1948–1948*. Volume IV. Toronto: University of Toronto Press, 1970), 367–8.

devenir américains, une conviction confirmée par ses contacts avec des Canadiens comme l'homme d'affaires et personnalité médiatique Kevin O'Leary, habitué de Mar-a-Lago et ancien candidat à la direction du Parti conservateur canadien, ainsi que Conrad Black, le biographe admiratif de Trump. Autour de Mar-a-Lago, où Brian Mulroney chanta pour Trump en 2017 *When Irish Eyes Are Smiling*, comme il l'avait fait pour Reagan en 1985, quatre millions de Canadiens passent leurs vacances chaque hiver, certains arborant des autocollants sur leurs pare-chocs proclamant : « *My Canada Includes Florida.* » La familiarité engendra la confusion lors du premier mandat de Trump. Lors de son second mandat, elle se transforma en mépris.

En 1985, lorsque Mulroney chanta pour Reagan, 78 % des Canadiens se disaient « très fiers d'être Canadiens », mais lorsque Justin Trudeau rencontra Trump à Mar-a-Lago après sa victoire électorale de novembre 2024, seuls 34 % exprimaient cette fierté.[5] À ce moment-là, les Conservateurs jouissaient d'une avance de 20 points dans les sondages, menant leur campagne sous le slogan « Le Canada est brisé ». Trump, le bully du Bronx et amateur de catch, repéra rapidement les faiblesses. Peu après son investiture, il frappa.

Trudeau était une cible facile lors de cette rencontre. Trump se moqua de lui à la table du dîner, le surnommant « Gouverneur Trudeau » et surprit ses invités en déclarant que le Canada devrait devenir le « 51e État des États-Unis ». À proximité se trouvait Elon Musk, citoyen canadien et principal architecte de la victoire de Trump grâce à son financement et à sa domination des réseaux sociaux. Son indifférence envers le Canada s'était transformée en mépris. Sur X (anciennement Twitter, avant qu'il ne l'acquière), Musk déclara : « Le Canada n'est pas un véritable pays. » Il était temps pour les Canadiens d'accepter leur « destinée manifeste ».

La « route américaine » qui avait commencé avec l'engagement de Roosevelt à protéger le Canada en 1938 arriva à son terme. Il y eut des obstacles en chemin, mais un Donald Trump menaçant arracha le bitume. Roosevelt avait fait preuve de générosité, méprisant Hitler et chérissant la démocratie. Trump, lui, se montra cruellement brutal, admirant Poutine et menaçant les valeurs démocratiques. Le Canada devint l'Ukraine de l'Amérique, condamné à faire partie d'un plus grand empire. Comme l'a rapporté David French dans *The New York Times* : « Alors qu'il s'adressait à la presse dans le Bureau ovale, [Trump] a une nouvelle fois demandé que le Canada devienne le 51e État, puis a comparé la position de négociation du Canada à celle de l'Ukraine. « L'expression que j'utilise est : "Certaines personnes n'ont pas les cartes…" Je l'ai utilisée il y a environ une semaine et demie », en faisant référence à son échange tristement célèbre[6] avec le président ukrainien[7], Volodymyr Zelensky, lorsqu'il lui avait dit :

5 Jeremy Warren, « Fewer Canadians Feel Pride to be Canadian, poll suggests. » 8 janvier 2025, www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/angus-reid-poll-canadian-pride-1.7425408.

6 www.pbs.org/newshour/politics/what-trump-and-zelenskyy-said-during-their-heated-argument-in-the-oval-office

7 www.youtube.com/watch?v=bCFMEoRCmEY

« Tu n'es pas en bonne posture. Tu n'as pas les cartes en main en ce moment.[8] »

Les Canadiens ont réagi aux agissements de Trump avec un regain de nationalisme et, selon plusieurs sondages, avec une fierté renouvelée envers leur pays.[9] Il n'y aura pas d'Anschluss, avec des Canadiens acclamant l'arrivée des troupes. Mais cette tristesse se mêle à la crainte. La romance née un jour d'été à Kingston, lorsqu'un grand président américain avait exprimé son affection et son engagement envers le Canada, avait offert de nombreux moments mémorables et même inspirants. Puis arriva Donald Trump.

Le chansonnier canadien Gordon Lightfoot, dont les chansons rendaient hommage aux lieux et aux exploits du pays tout en explorant les douleurs du cœur, a trouvé les mots justes dans son plus grand succès, *If You Could Read My Mind*:

And I've got to say that I just don't get it
I don't know where we went wrong
But the feeling's gone, and I just can't get it back

8 David French, « Canada, May I Introduce You to Ukraine? », *The New York Times*, 23 mars 2025.

9 Michael Sabe, « Canadian pride is on the rise in the wake of Trump's tariffs threat », 6 février 2025. www.cbc.ca/news/politics/canadian-pride-is-on-the-rise-trump-tariff-threat-1.7451987